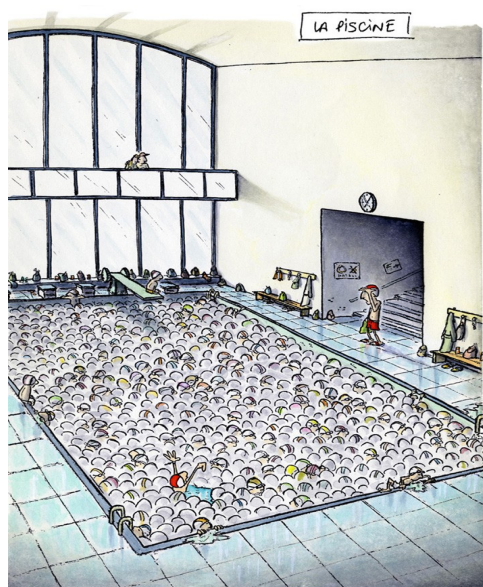


# LE SPORT N'EST PAS UNE MARCHANDISE

# c'est un droit !

Il y a 3 ans, le candidat Sarkozy avait tenu de nombreuses promesses pour faire de la France une grande nation du sport. Depuis il a surtout enrichi « ses amis du Fouquet's » et détruit le service public du sport : disparition du Ministère de la jeunesse et des sports, fermeture de certains CREPS, fin des DDJS, réduction des crédits alloués à la pratique sportive, non remplacement des fonctionnaires partant en retraite, étranglement financier des collectivités territoriales, projet de suppression de la clause de compétence générale... Et maintenant avec l'annonce du gel des dépenses publiques, ils veulent nous faire payer la crise qu'ils ont provoqué. Ils nous parlent de sport mais ils se moquent de nous!

Tout est mis en oeuvre pour transférer les pratiques sportives du public vers le privé. Leur objectif est la marchandisation de l'éducation, du temps libre et du sport en s'offrant de nouveaux marchés : gestions des installations, encadrement des pratiques et formation.



Conséquences : les besoins en matière d'équipement ne sont plus assurés, les installations sont saturées et les conditions de travail des personnels sont détériorées. Le coût de la pratique devra reposer sur les familles, la vie associative et le bénévolat est en danger. Le principe républicain d'égalité d'accès pour tous est jeté à terre.

Le PCF appelle au rassemblement contre le démantèlement du service public du sport et contre le projet de loi de la réforme des collectivités territoriales. Les communistes poursuivent leurs engagements dans l'espace le « sport est un droit » et apportent leurs soutiens aux organisations syndicales, aux fédérations sportives et aux acteurs du mouvement sportif qui organisent l'action nationale du 20 mai 2010.



**Ensemble, construisons un front de résistance pour défendre le droit d'accès au sport pour tous et son service public.**

# Une nouvelle ambition pour le sport français et son service public :



## **Le service public est la garantie du droit d'accès au sport pour toutes et tous**

Exigeons l'existence d'un Ministère des sports à part entière et le maintien des directions départementales et régionales de la jeunesse et des sports ainsi que des CREPS renforcés. L'Etat doit garantir le financement du sport et le fonctionnement du service public territorial dans toutes les collectivités avec un souci d'égalité sur l'ensemble du territoire.

## **La concertation et la démocratie à tous les niveaux**

L'avenir du sport ne peut pas se décider par le « club du Fouquet's ». Tous les citoyens sont concernés. Nous demandons l'arrêt des réformes en cours et l'organisation d'assises nationales du sport sur l'ensemble du territoire.



Images de Chalvin et de JY – droits réservés - iconovox

## **Une politique sportive nationale répondant aux besoins de la population**

Le budget national du sport doit être à la hauteur des ambitions sportives de notre pays soit 1 % du PIB.

Un plan d'urgence de financement des équipements sportifs de proximité et des piscines doit être mis en oeuvre. Les professeurs d'EPS partant en retraite doivent être systématiquement remplacés et l'EPS doit être développée dans le primaire. Le bénévolat, la vie associative et l'éducation populaire dans le sport doivent être soutenus et valorisés.

## **Unité du mouvement sportif et mutualisation des moyens**

L'unité du mouvement sportif et la mutualisation des moyens doivent être assurées par une solidarité financière solide et durable entre le sport amateur et le sport professionnel. Une aide directe aux pratiquants les plus démunis doit être développée, le coût de la pratique sportive doit être indexée sur le revenu familial pour qu'il ne soit pas un frein à la pratique.